

Juste Terre!

mensuel n° 202 | septembre 2023



Le plaidoyer, ça marche !

« *Le plaidoyer, ça marche !* » disent nos homologues français du CCFD-Terre solidaire. Dans un monde toujours plus interdépendant, le levier politique représente une opportunité de plus en plus importante - et une arme de plus en plus efficace - pour faire changer les choses. Quatre causes que nous défendons ont connu d'importantes avancées grâce notamment au travail de notre équipe de plaidoyer.

1. Le Parlement et la Commission européens ont, en juillet, recommandé au Conseil de l'UE le retrait complet du Traité sur la Charte de l'énergie. Nous dénonçons ce TCE trop favorable aux multinationales et aux énergies fossiles comme un obstacle aux politiques climatiques des États.
2. Comme demandé lors d'une campagne avec Humundi (ex-SOS Faim), le gouvernement

belge a décidé en juin d'interdire l'exportation vers les pays hors UE de pesticides dangereux et interdits au sein de l'Union européenne.

3. Le Parlement européen a adopté sa position sur le devoir de vigilance des entreprises : elles seront tenues de corriger l'impact négatif de leurs activités sur les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne de valeurs.
4. La Chambre s'est saisie d'une proposition de loi co-rédigée par Entraide et Fraternité visant à inciter les banques et les fonds d'investissement à participer à l'allègement de la dette des pays en détresse plutôt que d'en laisser toute la charge sur les États comme la Belgique.

Les revendications de la société civile sont de plus en plus écoutées même si les choses sont encore loin d'être parfaites. En un mot comme en cent : « *Le plaidoyer, ça marche !* »

Édito

© Jean-François Lauwens
chargé de communication



À Haïti, un nouveau programme pour défendre l'agriculture paysanne familiale

⊕ *Quentin Minsier, chargé de communication*

Entraide et Fraternité a lancé en 2022 avec ses partenaires haïtiens un nouveau programme ambitieux de cinq ans dénommé APTES pour L'agroécologie, pilier d'une transition écologique et sociale. Son objectif ? Assurer la souveraineté alimentaire et améliorer les conditions de vie de 2950 familles paysannes. Ces familles sont membres de plus de 341 organisations paysannes locales, soutenues par nos quatre partenaires haïtiens, et vivent dans des zones très reculées et délaissées du pays, surnommées tristement par l'État « le pays en dehors ».



Le programme vise l'augmentation de la production agroécologique.

Pour atteindre son objectif, le programme vise 3 résultats complémentaires :

1. L'élaboration et la mise en œuvre, par l'État haïtien, de politiques publiques favorables à une agriculture écologique qui assure la souveraineté alimentaire de tous. Ce nouveau programme renforce

considérablement le plaidoyer politique auprès des autorités locales et nationales. La concrétisation des revendications paysannes, élaborées au cours d'un long processus ayant impliqué les différents mouvements sociaux dans les dix départements géographiques du pays, est au cœur du programme.

2. La mise en place et la pérennisation d'entreprises solidaires et locales. Le renforcement de l'économie paysanne constitue également une priorité du programme. Celui-ci doit permettre aux paysan·nes de diversifier et d'augmenter leurs revenus. L'accent est porté sur l'*empowerment* féminin, les femmes étant encore fort discriminées à travers le pays.
3. L'augmentation de la production agroécologique, tout en garantissant la protection des écosystèmes et la biodiversité. Ce résultat sera visé à travers le renforcement des techniques agroécologiques par les paysan·nes. Les techniques d'irrigation, essentielles pour optimiser une eau de plus en plus rare, seront également au cœur de ce résultat.

Des résultats prometteurs



2000 paysan·nes
membres de 157
coopératives agricoles
déjà accompagnés



Manifestations pour demander la libération des paysans emprisonnés arbitrairement

Des partenaires qui mettent leurs forces en commun

Ce programme est mis en œuvre par quatre partenaires locaux. Chaque organisation apporte son expertise et ses compétences au sein du programme.

La PAPDA (Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif) coordonne le plaidoyer politique. Cette organisation a développé une expertise reconnue dans

l'accompagnement et la défense des revendications des paysan·nes auprès des autorités.

SOFA (Solidarité des femmes haïtiennes) est l'une des plus anciennes organisations féministes en Haïti. Elle est en charge d'assurer l'égalité de genre et l'émancipation économique des femmes dans le programme.

SAKS (Société d'animation et de communication sociale) utilise les radios

communautaires comme outil d'éducation et de mobilisation populaires. Elle assure la sensibilisation des paysan·nes et facilite la vulgarisation des résultats du programme.

Tèt Kole Ti Peyizen Ayisyen (Solidarité des petits paysans haïtiens, en créole) est un mouvement paysan national. Son travail d'accompagnement sur les techniques agroécologiques ainsi que d'accès à la terre pour les petits paysans fait de lui une référence au niveau national.

Quelle plus-value du programme dans un contexte chaotique ?

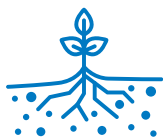
La population haïtienne vit véritablement la peur au ventre. Les gangs font régner la terreur en massacrant des civils et en violant des milliers de femmes. Le nombre d'enlèvements a explosé. Un ventre noué par la peur, mais également tenaillé par la faim. L'économie du pays a sombré dans l'inflation et la moitié de la population est en situation d'urgence alimentaire.

Face à un tel contexte, quelle plus-value le programme

peut-il apporter ? Ricot Jean-Pierre, directeur de programme à la PAPDA et coordinateur du programme d'Entraide et Fraternité en Haïti, nous répond : « **Le programme permet de construire des îlots d'espoir dans un océan de désespoir.**

Le plaidoyer que nous menons est essentiel car il permet de maintenir vives les revendications et les luttes pour des politiques publiques favorables au développement de l'agroécologie afin de répondre aux défis de la souveraineté alimentaire en Haïti. Ce plaidoyer permet de déconstruire les politiques

publiques qui accaparent de grands espaces agricoles pour les multinationales, au détriment des droits des paysan·nes. Or, malgré l'absence quasi-totale de l'État haïtien dans l'accompagnement des paysan·nes, ceux-ci arrivent, au gré de leur force, à produire plus de 40 % de ce qu'on consomme encore aujourd'hui dans le pays. Un effort immense qui risque d'être sapé si on ne fait rien. Le programme est en outre essentiel pour les jeunes et les femmes. Il leur permet de développer des alternatives capables de contribuer à leur autonomie. »



Augmentation de plus de 6% du rendement des terres cultivées



10 nouvelles entreprises solidaires créées



5 paysans militant contre les accaparements de terres libérés de prison grâce aux mobilisations de plusieurs centaines de paysan·nes dans la commune de Prévoyance



Mise en place par les autorités d'un plan parcellaire de la commune de Prévoyance pour y développer l'agroécologie



« Les gangs massacrent et violent nos compatriotes tous les jours »

⊕ *Jean-François Lauwens, chargé de communication*



Pierre Espérance et Rosy Auguste Ducena

Pierre Espérance et Rosy Auguste sont à la tête du Réseau national haïtien de défense des droits humains (RNDDH). Le premier en est le directeur exécutif, la deuxième, avocate, y est responsable de programmes.

Quel est votre travail ?

Nous sommes présents dans chaque région du pays avec des antennes locales, nous sommes très proches de la population. Nous sommes très sollicités, nous recevons une cinquantaine de personnes par jour. Nous faisons du monitoring de la situation des droits humains dans les institutions étatiques (police, prisons, justice), nous dénonçons leurs violations et nous réalisons des formations aux droits humains pour des gens – policiers, juges, procureurs – dont le comportement risque de bafouer ces droits.

Comment décrivez-vous la situation actuelle du pays ?

Depuis 2018, on assiste à une gangstérisation du pays. Les gangs contrôlent les quartiers, perpètrent des massacres de civils, violent – collectivement et à répétition – des milliers de femmes. Chaque jour, nous sommes tués et violés ! Nous sortons de chez nous la peur au ventre. Accusé de corruption, le président Jovenel Moïse (ndlr : assassiné en 2021 par des mercenaires colombiens) a préféré armer des gangs pour s'attaquer aux gens des quartiers défavorisés qui manifestaient contre ce

scandale, contre l'inflation galopante qui l'a suivi. Nous avons dénombré au moins 23 massacres et attaques armées. Les choses se sont aggravées car les gangs sont sortis des quartiers pauvres pour prendre tout le pays en otage. Le nombre d'enlèvements et d'assassinats a explosé. Dans les quartiers défavorisés, la population est détruite, tout simplement.

Les femmes sont-elles encore plus menacées ?

Les femmes et les filles sont violées lors des attaques des gangs. Même en situation de « paix », elles sont violées par les chefs de gangs ; alors, quand ces quartiers sont en guerre, ce sont les groupes agresseurs qui les violent, en général collectivement. Quand nous rencontrons ces victimes, nous leur donnons les premiers soins. Depuis 2018, nous n'avons jamais vu d'agresseur utilisant des moyens de contraception et il y a énormément de grossesses non désirées.

Cette situation, ajoutée à la vulnérabilité climatique du pays, provoque un risque de famine : comment en sortir ?

C'est une situation de corruption généralisée. Les connexions entre les responsables

politiques, les autorités étatiques et les gangs sont évidentes. Ils travaillent ensemble, se rendent service. Les politiques fournissent argent, hommes et munitions aux gangs. Nombre de parlementaires sont des bandits, connus comme trafiquants d'armes ou de drogue, comme auteurs de corruption, de violations des droits humains, de kidnappings, d'assassinats.

Si, demain, des élections avaient lieu sous le contrôle des gangs, elles ne feraient que donner une légitimité à ces gens. Pour nous, élections veut dire impunité. Ces autorités sont les responsables de cette mauvaise gouvernance. Ariel Henry est à la fois premier ministre, président, ministre de la Défense, de la Justice, il est le roi, il est responsable de tout dans le pays ! Ce n'est pas

une force militaire étrangère qui va résoudre nos soucis de gouvernance, de corruption et l'absence d'État de droit. Or, c'est bien cela notre problème. Il faut un accord politique. On ne peut résoudre la question sécuritaire sans régler les questions de gouvernance. Il faut aussi renforcer la police pour que ses membres ne soient plus complices des gangs.

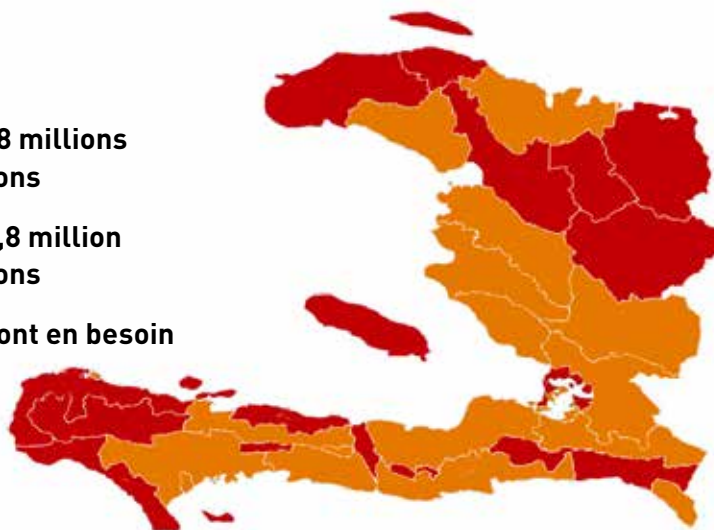
L'insécurité alimentaire en Haïti

● Situation de crise alimentaire ; 3,08 millions d'habitants concernés sur 10 millions

● Situation d'urgence alimentaire ; 1,8 million d'habitants concernés sur 10 millions

Total : 4,9 millions d'habitants sur 10 sont en besoin d'aide urgente

Source : Analyse IPC (Integrated Food Security Phase Classification) de l'Insécurité alimentaire aiguë, juin 2023



Nouvelles d'ici et d'ailleurs



Disparition de Gérard Lutte

Gérard Lutte est décédé le 10 juillet dernier à l'âge de 94 ans. Longtemps prêtre puis professeur de

pédagogie et collaborateur de la JOC, il a consacré sa retraite à venir en aide aux enfants

des rues de Guatemala City et à aider ces jeunes filles et garçons à défendre leurs droits et à s'intégrer dans la société. En 1987, il a fondé à cette fin Mojoca, une association encore toujours soutenue par Entraide et Fraternité.

Un magasin Cofamon à la Médiacité

Cofamon (le Collectif des familles monoparentales), association liégeoise soutenue

par Action Vivre Ensemble, a désormais pignon sur rue dans un des principaux centres commerciaux de la Cité ardente, la Médiacité. Pour six mois, la Médiacité met à disposition de l'association un espace de 250 m², inauguré le 26 août dernier, où les familles monoparentales peuvent acquérir des vêtements d'occasion et autre matériel scolaire à l'occasion de la rentrée des classes.



« Les weekends de la transition, une formule gagnante »

⊕ *Jean-François Lauwens, chargé de communication*

En mai dernier, le deuxième « weekend de la transition » s'est tenu au château de Wanne, près de Stavelot. Une formule gagnante, selon Marie-Hélène Stevens, volontaire d'Entraide et Fraternité / Action Vivre Ensemble et cheville ouvrière de ce rendez-vous dense et varié mis sur pied par des volontaires de la région liégeoise.

Quel bilan tirez-vous de cette deuxième édition ?

Plutôt positif puisque nous avons accueilli une quarantaine de personnes qui avaient opté pour la formule avec logement et repas et autant qui nous ont rejoints de manière ponctuelle, pour la conférence conjointe d'Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté,

et Céline Nieuwenhuys, secrétaire générale de la Fédération des services sociaux (FdSS). On peut même dire que nous avons touché le double de personnes puisque c'était un public différent de la première fois. Ce que nous en retirons de positif, c'est le fait de pouvoir accueillir des familles et d'offrir des activités très mixtes, avec des veillées, des jeux, des animations pour

enfants. Un public diversifié dans les âges mais aussi venu d'un peu partout : certains après avoir vu l'annonce dans le journal *Dimanche*, d'autres via De bouche à oreille, asbl coorganisatrice, d'autres via notre organisation sœur germanophone Miteinander Teilen.

Quels étaient les objectifs de ce weekend ?

Ils étaient triples : apprendre, agir et offrir de la convivialité. On a eu des conférences sur la transition juste pour le premier volet, des ateliers concrets et une conférence gesticulée sur la consommation pour le



Pour Marie-Hélène Stevens (debout, à gauche) et l'équipe de volontaires, Wanne représente un gros boulot d'organisation.



deuxième, et puis des balades et des veillées musicales pour le troisième pan. C'est un mix heureux dans un endroit magnifique ! L'équipe de sept bénévoles accompagnée de Jean-Yves Buron, notre animateur régional, est partante pour une troisième édition même si c'est un travail de longue haleine. L'idée n'est pas de se limiter à un seul volet mais d'offrir une diversité de choses. Par exemple, pour les ateliers, nous avons à la fois de la menuiserie domestique,

de la réflexion autour des *fake news*, de la méditation ou la découverte de fruits et plantes sauvages, un atelier qui a eu énormément de succès. Et puis, un repas solidaire avec une petite productrice qui nous expliquait en même temps les difficultés de son métier. Être dans le concret, c'est important.

L'an dernier, Christine Mahy (Réseau wallon de lutte contre la pauvreté) et Nicolas Van Nuffel (CNCD-11.11.11) avaient, de leur propre aveu, esquissé à Wanne

les prémices du Pacte logement-énergie sur lequel les deux entités travaillent. Quel bilan des conférences proposées cette fois ?

La conférence gesticulée *Conso en conscience* de Johanne Kyndt a énormément plu car les gens nous ont dit qu'ils étaient justement en attente de pistes concrètes pour agir au quotidien dans leur consommation. Pour ce qui concerne la conférence croisée entre Olivier De Schutter et Céline Nieuwenhuys, elle était peut-être moins fluide que la rencontre de l'an dernier où les deux personnalités s'étaient véritablement découvertes. Ici, Olivier De Schutter venait de rentrer de New York et devait partir le lendemain au Bangladesh et il nous a demandé d'intervenir en visioconférence, ce qui était sans doute moins propice aux interactions. Quoi qu'il en soit, leur regard était totalement complémentaire sur la transition juste : une vision très didactique du premier, le feu de l'enthousiasme de la seconde. En tout cas, après 4 intervenants comme ceux-là, cela va être difficile de faire aussi bien !





Nos victoires contre l'injustice

Les pesticides mortels interdits à l'exportation

Durant des mois, nous avons fait campagne, aux côtés de Humundi (ex-SOS Faim), contre un scandale : des entreprises basées en Belgique exportent vers des pays tiers des pesticides dont l'usage est interdit au sein de l'Union européenne parce qu'ils sont néfastes pour la santé et l'environnement. Ce long travail de plaidoyer a été couronné de succès à la fin du mois de juin quand le gouvernement belge a décidé, après la France, de ne plus autoriser l'exportation de produits phytosanitaires interdits ou strictement réglementés par l'Europe. La Belgique était un des principaux exportateurs de pesticides dangereux avant cette décision. Elle sera applicable dans les 18 mois. Cette pratique avait des retombées chez nous aussi puisque des denrées comme le soja arrivent en Europe après avoir été produites avec ces pesticides au Brésil, par exemple.

Le devoir de vigilance des entreprises soutenu par le Parlement européen

Autre victoire obtenue par le plaidoyer de la société civile et notamment d'Entraide et Fraternité : le devoir de vigilance a passé le cap du Parlement européen en vue de discussions avec les États

membres sur les règles pour intégrer les droits humains et l'impact environnemental dans la gouvernance des entreprises. Les entreprises seront tenues d'identifier, de prévenir, de faire cesser ou d'atténuer l'impact négatif de leurs activités sur les droits humains et l'environnement, tels que le travail des enfants, l'esclavage, l'exploitation par le travail, la pollution, la dégradation de l'environnement et la perte de biodiversité. Elles devront également contrôler et évaluer l'impact de leurs partenaires commerciaux, non seulement de leurs fournisseurs, mais également des ventes, de la distribution, des transports, du stockage, de la gestion des déchets et d'autres domaines. Les nouvelles règles s'appliqueront aux entreprises établies dans l'UE, quel que soit leur secteur, y compris les services financiers, avec plus de 250 salarié-es et un chiffre d'affaires mondial supérieur à 40 millions d'euros, ainsi qu'aux sociétés mères comptant plus de 500 salarié-es et réalisant un chiffre d'affaires mondial supérieur à 150 millions d'euros.



ENTRAIDE &
FRATERNITE
ACTION
VIVRE ENSEMBLE

Juste Terre! mensuel
de l'ASBL Entraide et Fraternité et
de l'ASBL Action Vivre Ensemble
(ne paraît pas en juillet et en août)

Siège

rue du Gouvernement Provisoire, 32
1000 Bruxelles | T 02 227 66 80
info@entraide.be
info@vivre-ensemble.be
www.entraide.be
www.vivre-ensemble.be

Suivez-nous



Dans un souci d'équité, le magazine s'efforce de privilégier l'écriture inclusive.

Conception - coordination

C. Houssiau, J.-F. Lauwens,
V. Martin, Q. Minsier

Éditrice responsable

A. Fischer

Studio et imprimerie

Snel à Vottem, Belgique



Crédits photos

Entraide et Fraternité
Action Vivre Ensemble
(sauf mention contraire)

Ce papier est issu de forêts gérées durablement.



Avec le soutien de



Les deux ASBL sont habilitées à recevoir des legs par testament.